

Zeitschrift: Hispanica Helvetica
Herausgeber: Sociedad Suiza de Estudios Hispánicos
Band: 2 (1991)

Artikel: De Raimundo Lulio al Vaticano II : artículos escogidos
Autor: Sugranyes de Franch, Ramon
Kapitel: Les mythes de la guerre civile
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-840881>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES MYTHES DE LA GUERRE CIVILE

Revenir, à plus de cinquante ans de distance, sur les problèmes d'ordre moral posés par la guerre civile d'Espagne (1936-1939) signifie se replonger dans un des conflits les plus lancinants qu'eut à affronter la conscience de l'Europe occidentale —et la conscience catholique en particulier. «La guerre civile espagnole a été pour tous les esprits, à cette époque, un effroyable signe de contradiction» —ai-je écrit moi-même dans cette revue¹. Délibérément, les deux propagandes adverses en ont fait un catalyseur des antagonismes idéologiques qui alors déchiraient le monde, fascisme et communisme. Et il n'est pas étonnant que tant d'hommes de bonne foi s'y soient laissés prendre. Alors que, à regarder de près la réalité espagnole, avant la guerre et pendant la guerre elle-même, tant d'un côté que de l'autre, on s'aperçoit que les choses sont infiniment plus complexes et les situations plus enchevêtrées. Sous les apparences trompeuses de deux blocs prétendument homogènes, toute sorte de conflits s'imbriquaient. Ils avaient leurs racines dans les problèmes sociaux, politiques, nationaux et religieux propres de l'Espagne —«invertébrée», selon Ortega y Gasset. Seulement ensuite ils ont été attisés et exploités par les impérialismes de droite et de gauche, face à la faiblesse politique des démocraties et à l'inefficacité des «fronts populaires». Une fois de plus il faut donner raison à Maritain, qui dénonçait en Espagne «l'espèce de confusion diabolique où l'on voit toutes les cartes se brouiller, tous les rôles se renverser»².

Car dans ce trouble profond où la guerre civile avait jeté les meilleurs esprits, Maritain a été un des rares qui ont gardé jusqu'au bout une parfaite lucidité. La publication récente du volume VI des *Oeuvres complètes* (1935-1938), avec le texte intégral des études, manifestes et démarches diplomatiques de notre philosophe au sujet de l'Espagne, est venue donner une actualité nouvelle à son attitude et à son action inlassable pour *la paix civile* —qu'il espérait encore d'une médiation internationale³.

Le gros problème pour les croyants était le caractère de guerre de religion que la propagande franquiste a voulu donner, dès le premier moment, à sa rébellion. Et l'appui décidé qu'elle a rencontré dans une grande majorité —il faut le dire— des évêques et même des catholiques

espagnols. Maritain n’était tout de même pas seul à ne pas admettre que la religion dût être sauvée par la force des armes. Il s’est trouvé en France une élite de penseurs chrétiens pour souscrire à l’appel rédigé par Maritain⁴. Et même dans l’Italie fasciste l’excellent livre publié dernièrement par Giorgio Campanini, *I cattolici italiani nella guerra civile di Spagna*⁵, montre combien de réticences existaient du côté de la «cultura cattolica più avvertita» à l’égard de la propagande effrénée de la presse contrôlée par le régime. Mais ceux qui pensaient ainsi étaient condamnés au silence. Seul, de son exil londonien, Don Luigi Sturzo pouvait se joindre au cri angoissé de Maritain et des comités pour la paix civile. Ailleurs, la pensée catholique gardait aussi le silence, intimidée par l’attitude belligérante des évêques, ou se laissait exalter par les récits de la résistance et même du martyre des «héros de la foi» —ce qui fut un autre aspect, hélas combien vrai, de la réalité espagnole⁶.

Et en Espagne? Il y avait certes, tant d’un côté comme de l’autre de cette guerre qui se voulait “idéologique”, les exaltés qui luttaient avec passion pour leurs idéaux. Il y avait aussi des hommes politiques qui s’efforçaient de mettre un semblant d’ordre dans le chaos. Mais dans la grande majorité de la population il régnait un immense désir de paix. Les gens n’acceptaient qu’à contrecoeur la mobilisation de classes toujours plus jeunes (jusqu’à 18 ans). Et, du côté républicain, c’est un véritable défaitisme qui s’est emparé de tous du moment où il est apparu que la victoire finale appartiendrait au camp des militaires soulevés. Lorsque ces dernières années les contraintes de la censure ont été levées, les journaux et carnets intimes enfin publiés ont révélé qu’ils étaient plus nombreux qu’il n’y paraissait ceux qui, souffrant des événements et prévoyant leurs conséquences, souhaitaient de tout cœur la paix⁷. Seuls, un petit nombre de croyants en exil, dont j’étais, pouvaient librement se joindre aux initiatives de Maritain et de Sturzo pour la *paix civile*⁸.

Seuls aussi, une figure éminente de l’Eglise, le cardinal Francesc Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone, et un diplomate de haute classe, Salvador de Madariaga, les couvraient de leur autorité morale.

Les aspects éthiques du conflit ont été parfaitement élucidés par Maritain. Cependant, pour comprendre le refus de la guerre de la part de quelques catholiques fervents et fidèles à l’Eglise, en dépit des injonctions des évêques, il faut revenir aussi sur les données objectives du conflit et tordre le cou à un certain nombre de mythes que la propagande a forgés. Autrement dit, il faut prendre une position «politique».

Le premier et le plus grave de ces mythes, pour notre propos, est celui qui attribue au soulèvement militaire de juillet 1936, comme but primordial, le maintien et la défense de la religion. Pour justifier cela il aurait fallu que la situation de l'Eglise en Espagne *avant la guerre civile* fût telle que seule une action violente de la part de l'armée pouvait rétablir la religion dans ses droits et le culte dans son plein exercice. Or, s'il est vrai que le gouvernement de la République bourgeoise avait des tendances nettement laïcantes, s'il est vrai aussi que l'ordre des jésuites avait été expulsé d'Espagne, s'il est vrai encore que des attentats anticléricaux avaient été commis dans divers endroits de la Péninsule, il est tout aussi vrai que rien de cela n'était nouveau en Espagne —ni dans d'autres pays. Déjà au XIX^e siècle (1835), comme en 1909, des troubles sociaux avaient dégénéré en destructions de couvents et d'églises. Et des lois restrictives de l'exercice du culte et des congrégations religieuses, la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie même, en avaient connues, sans qu'aucun homme d'Eglise eût songé sérieusement à provoquer une guerre civile.

Un conflit d'ordre religieux existait bel et bien en Espagne avant 1936, tout comme les conflits d'ordre social, politique, régional, etc. dont j'ai parlé, qui troublaient profondément la vie du pays. Mais tous ces conflits auraient dû —et auraient pu— être résolus par des moyens pacifiques et par un usage civique des libertés que la constitution républicaine sauvegardait. Des voix autorisées se sont levées du côté de l'Eglise pour éviter à l'Espagne le déchirement sanglant. Dès 1931, la première année de la République, le cardinal Vidal i Barraquer, appuyé par le nonce apostolique Mgr Tedeschini (et donc par le pape Pie XI), s'est fait l'apôtre du «ralliement» et a obtenu de l'ensemble de l'épiscopat une lettre pastorale collective qui reconnaissait la légitimité du nouveau régime —quitte à en discuter, par voies légales, les très réels égarements⁹. Lorsqu'un Front populaire a pris le pouvoir, en février 1936, des esprits lucides, comme M. Angel Herrera dans le journal *El Debate* de Madrid ou comme le chanoine Carles Cardó dans sa revue *La paraula cristiana*, à Barcelone, et d'autres encore, se sont mis à réfléchir sur les causes profondes de la victoire de la gauche et sur les chances qu'avait le pays de se refaire un équilibre interne. Quelques hommes politiques, trop rares, ont également cherché à créer en Espagne un espace de centre démocratique, capable de gouverner sans avoir recours à la violence...

Ce fut en vain. L'exigence du tout ou rien en matière politique, la passion d'absolutiser, comme s'il s'agissait de dogmes, ce qui n'est que choix temporels, ont eu raison de la sagesse. Les extrémismes se sont imposés: alors que de larges secteurs catholiques ont cru de leur devoir

d'en appeler aux armes pour défendre la foi («nous autres en Espagne nous cherchons toujours qui sauvera le Sauveur», disait Carles Cardó), l'extrême gauche faisait peser sur le pays une sérieuse menace révolutionnaire. Un climat de tension annonçait la guerre civile.

Ce sont les militaires qui l'ont déclenchée. Même en laissant de côté le problème de la moralité d'un soulèvement fait au nom de ce que Maritain appelait «le principe païen de la guerre *preventive*»¹⁰, il reste que le mouvement militaire, là où il n'a pas triomphé du premier coup, a eu dans l'immédiat les plus funestes conséquences. Privé de son armée, qui se rebellait contre lui, abandonné par la banque et la haute finance, qui soutenaient les insurgés, le gouvernement républicain, avec ses seules forces de police, était placé devant une tragique alternative: ou il se rendait d'emblée aux militaires ou il se livrait aux syndicats anarchistes, alors majoritaires. C'est ce qu'il a fait, sous la pression populaire. Et dès le lendemain du soulèvement les bandes anarchistes, dites des «incontrôlés», ont déclenché une terrible persécution antireligieuse —et non seulement anticléricale. La plus radicale que l'Eglise ait connue depuis des siècles dans un pays d'Occident: des évêques, des prêtres et des laïcs ont été assassinés par milliers, les édifices religieux incendiés, puis sécularisés, des trésors d'art sacré perdus à jamais. Quel vieux fonds antichrétien et quelles vieilles rancunes peuvent se cacher dans les replis du cœur d'un peuple extérieurement catholique?

Une seule remarquable exception a été le Pays Basque: son gouvernement autonome, qui venait d'être reconnu par la République, a décidé de défendre sa propre existence nationale et culturelle, tout en restant fidèle à l'Etat républicain légitime et en sauvegardant les droits des personnes, le culte et la religion¹¹. Alors qu'en Catalogne, le gouvernement de la Généralité, impuissant, ne pouvait rien faire d'autre que de sauver la vie de ceux qu'il savait menacés: des ecclésiastiques en vue, comme ceux que j'ai mentionnés, des hommes politiques et bien d'autres ont été arrachés presque de force des mains des anarchistes et conduits vers des bateaux français et italiens, sur le chemin de l'exil.

En face de cette tragédie, celle que vivait le camp opposé n'était pas moindre —à cette différence près qu'ici on tuait au nom du Christ-Roi. Une répression tout aussi implacable s'abattit sur tous ceux qui étaient considérés «de gauche». Nous connaissons maintenant la vérité des milliers d'assassinats commis à Séville les premiers mois de la guerre, le massacre de centaines de prisonniers dans les arènes de Badajoz le jour de l'Assomption de 1936 et tant d'autres. (Le cas du poète Federico

Garcia Lorca demeure exemplaire). De tout cela nous en avons un témoignage écrasant dans *Les grands cimetières sous la lune* de ce parfait honnête homme de droite qu'était Georges Bernanos. La soi-disant défense de la foi devenue occasion d'effroyables tueries, voilà la stricte réalité des débuts de la guerre civile d'Espagne.

On connaît la suite. La persécution de l'Eglise du côté «rouge» a fourni la meilleure justification *a posteriori* du soulèvement. Des voix ecclésiastiques n'ont pas manqué pour sacrifier l'objet de la guerre et lui donner le qualificatif anachronique de «croisade»¹². Avec une surenchère de manifestations religieuses officielles où tous étaient obligés de participer, quelle que fût leur conviction personnelle. Un pas de plus a été franchi —avec l'autorité d'un théologien bien connu¹³ lorsqu'on a osé appeler le conflit fratricide une «guerre sainte». La propagande républicaine avait beau jeu de présenter l'Eglise espagnole comme l'alliée des fascistes et des capitalistes pour écraser le peuple...

Avec le temps les choses changeaient quand même dans la zone «rouge». L'Eglise petit à petit revivait, dans une authentique —et sanctifiant— vie de catacombes. Le cardinal Vidal i Barraquer le savait, puisque, de son exil, il réorganisait en secret l'activité pastorale dans son diocèse et recoltait des fonds pour aider les prêtres qui, en cachette, exerçaient leur ministère. C'est pourquoi le projet d'une lettre collective de l'épiscopat espagnol, qui était en fait un acte d'allégeance politique envers le général Franco et le parti qu'il commandait, a été pour lui un effroyable drame de conscience. Des raisons purement *pastorales* (son diocèse se trouvant tout entier en zone républicaine) l'empêchaient de se joindre à la démarche *politique* de ses frères dans l'épiscopat¹⁴. La signature refusée a eu pour lui des conséquences tragiques: une fois vainqueur, le très catholique gouvernement du général Franco n'a pas hésité à enfreindre le sévère canon 2334 du *Codex iuris canonici* en décrétant l'exil à perpétuité du Cardinal et l'empêchant d'exercer ses fonctions épiscopales. Qui donc à Rome aurait osé appliquer au vainqueur de la guerre civile l'excommunication «latae sententiae speciali modo Sedi Apostolica reservata» que prescrit le Code? En fait, le Cardinal mourut à Fribourg, le 13 septembre 1943¹⁵.

Le mythe franquiste de la défense armée de la religion s'écroule devant le silence digne et recueilli d'un Cardinal, retiré du monde dans une Chartreuse. «La vérité se défend uniquement avec les armes de la vérité» —dit expressément le Concile Vatican II¹⁶.

Un autre mythe qu'il faut détruire est que la guerre a été engagée pour sauver l'Espagne du communisme. Or, cela est un parfait mensonge. Il

est tristement vrai qu'un grave problème social couvait en Espagne. Et cela depuis la révolution industrielle de la fin du XIXe siècle. Des grèves générales très dures avaient été étouffées en 1909 et en 1917, en Catalogne. Sous la République, en octobre 1934, les mineurs des Asturias s'étaient soulevés dans une grève révolutionnaire, que fut promptement écrasée par l'armée. Et sous le Front populaire de 1936 l'extrême gauche était de plus en plus menaçante. Mais dans ce bouillonnement les communistes orthodoxes ne jouaient qu'un tout petit rôle. Dans la chambre élue fin 1933 il y avait un seul député communiste: le Dr. Balbontín, un médecin de Séville. Dans celle du Front populaire (février 1936), les communistes n'étaient que 15 sur un total de 473 députés! La véritable force prolétarienne et révolutionnaire militait dans la Confédération Nationale du Travail (CNT), avec le support idéologique et activiste de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI). Or, ce secteur largement majoritaire du monde ouvrier n'avait point de représentation parlementaire: il affichait un dédain complet pour la «politique», ne votait point et comptait uniquement sur l'action directe. A ses côtés, l'Union Générale des Travailleurs (UGT), socialiste, était comme une force d'appoint et devait faire de la surenchère pour garder une partie de la classe ouvrière.

Ici encore, ce fut le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 qui ouvrit la porte à la pénétration communiste. Désemparé, le gouvernement bourgeois de la République a dû faire flèche de tout bois. Les anarchistes de la CNT-FAI, de sanglante mémoire, étaient les maîtres de la rue. Pour leur faire pièce, les premiers à se mettre du côté du gouvernement furent les trotzkistes du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). Puis les socialistes de M. Largo Caballero ont cherché l'appui de l'Union soviétique, qu'ils ont obtenu en échange d'une intervention croissante du Parti, aussi bien dans l'armée populaire (commissaires politiques) que dans l'administration. La collectivisation fut totale, pour toutes les branches de l'économie. Dans le gouvernement, un socialiste, le Dr. Negrín (encore un médecin!), successeur de Largo Caballero, représenta la mainmise complète des communistes. Dans la rue, l'affrontement inévitable avec les anarchistes déboucha dans les «faits de mai 1937», véritable guerre civile dans la guerre civile, qui élimina définitivement la suprématie anarchiste.

Depuis, un ordre apparent régna dans l'Espagne républicaine. Du moins, la persécution antireligieuse cessa: l'Eglise avait été extérieurement rasée et sa vie catacombre n'inquiétait plus guère. Le gouvernement avait assez de chats à fouetter pour ne pas rechercher un apaisement du côté de l'Eglise. Le culte, en privé, n'était plus réprimé. Mais il manquait la reconnaissance officielle de la nouvelle situation. Des contacts

secrets avec le Vatican furent intentés, grâce à l'intervention du ministre de la Justice Manuel de Irujo, un Basque catholique convaincu.

Enfin, un décret du 9 décembre 1938 créait un Commissariat général aux cultes, «chargé de l'information, des démarches et des propositions relatives à l'exercice du culte et à la pratique des activités religieuses en Espagne»¹⁷. L'abnégation de ceux qui, pendant vingt-neuf longs mois, avaient oeuvré pour que les secours spirituels puissent subsister en zone rouge était ainsi récompensée.

Malheureusement trop tard: deux mois après le camp républicain s'effondrait, suite à l'offensive franquiste commencée le jour de Noël 1938. Faut-il ajouter que tous ces efforts pour rétablir les droits de Dieu dans l'Espagne républicaine ont été soigneusement cachés à l'opinion publique par l'historiographie officielle? Pire, les prêtres qui ont exercé dans la clandestinité des fonctions de Vicaires généraux ont été victimes de toute sorte d'avanies lors de l'entrée des troupes «libératrices».

Maritain était tout à fait conscient de la cause du poids acquis par les communistes dans cette région de valeur stratégique primordiale en Europe lorsqu'il écrivait (en 1937): «Si en Espagne un homme a travaillé efficacement pour le communisme international, c'est bien sans doute —en le voulant— M. Largo Caballero, mais c'est aussi —en voulant le contraire— le général Franco»¹⁸.

Les puissances occidentales aussi le savaient. Mais paralysées par la crainte d'une guerre générale elles poursuivaient lâchement à Londres la supercherie diplomatique du Comité de non-intervention, alors qu'Allemands et Italiens intervenaient massivement dans un camp et les Staliniens —bien que moins massivement— dans l'autre. Du reste, le général Franco, tout au long de son règne, sut exploiter magistralement la peur viscérale du communisme que tant d'Européens —et d'Américains surtout— partageaient avec le pape Pie XII...

Le troisième grand mythe de ceux qui ont provoqué la guerre civile était celui de l'unité de la patrie. Parmi les graves problèmes structurels de l'Espagne moderne, l'éveil d'une conscience nationale distincte dans plusieurs régions n'était pas le moindre. Tout d'abord en Catalogne, puis très fortement dans le Pays Basque (Euzkadi), suivis par la Galice —les trois régions où des langues autres que le castillan reprenaient vigueur et créativité culturelle. Or, pour la droite espagnole, la moindre manifestation d'autonomie culturelle était taxée de «séparatisme» et devenait un crime majeur. Les mêmes qui refusaient d'entendre la clamour d'un monde ouvrier assoiffé de justice, fermaient d'un seul

coup la porte à toute aspiration à se libérer du centralisme politique et culturel. La reconnaissance par la République d'une autonomie —certainement bien limitée— à la Catalogne et au Pays Basque fut considérée par les gens de droite comme un attentat à l'unité sacrée de la patrie. Et il ne fait point de doute que la haine du «séparatisme» ne fût un des motifs principaux du soulèvement militaire. N'a-t-on pas entendu Calvo Sotelo —le leader de la droite dont l'assassinat a été l'étincelle qui a déclenché la guerre— déclarer que le séparatisme constituait un danger pire que le marxisme et, selon une formule demeurée fameuse, qu'il «préférât une Espagne rouge —*España roja*— à une Espagne brisée —*España rota*». «Rouge» et «brisée», hélas, l'a été l'Espagne par suite de la rébellion militaire!

«La guerre civile n'est pas une solution, sinon à la manière des maux suprêmes» —avait dit Maritain¹⁹. Et puis, «(celle) qui se livre en Espagne est une guerre d'extermination. Elle ne tend pas seulement à ruiner de fond en comble la nation espagnole» —ce qui fut un fait—, «mais à provoquer un conflit universel» —en quoi Maritain était prophétique, la guerre d'Espagne ayant servi de répétition générale aux forces de l'Axe. Tout aussi préoccupé de l'avenir que du passé, Don Sturzo, dans une lettre personnelle qu'il m'a adressée, de Londres, le 18 février 1937²⁰, après un diagnostic impitoyable de la situation, prophétisait à son tour: «Lorsque, à la fin de la guerre, il y aura des centaines de milliers de morts des deux côtés, comment le vainqueur s'imaginera-t-il pouvoir dominer le vaincu, sans un compromis, sans une entente spirituelle, avant même qu'économique et sociale?». Quarante années d'une lente maturation des esprits, sous la férule du dictateur, ont été nécessaires pour que cette «entente spirituelle» puisse se produire. Signe évident de la maturation est le fait que l'Espagne est peut-être le pays qui a accueilli le Concile Vatican II avec le plus de joie et de ferveur. Car le peuple de Dieu y éprouvait plus fortement qu'ailleurs le besoin d'un renouvellement. L'épiscopat post-conciliaire, heureusement rajeuni par le pape Paul VI avec des figures dignes de l'héritage du cardinal Vidal i Barraquer, sait que la mission de l'Eglise est «d'humaniser toujours plus la famille des hommes et son histoire»²¹ et, selon tout l'enseignement du Concile, est fermement décidé à mettre, de son côté, un point final à la sinistre histoire des guerres de religion. Pour sa part, la monarchie constitutionnelle constitue une solide garantie de cette paix *civile* que nous avons si longtemps appelée dans nos rêves. Les libertés politiques et syndicales dans le contexte de «l'Etat des autonomies» signifient, heureusement, le contraire de ce

que le régime franquiste a toujours pratiqué. Quinze ans après la mort du dictateur, en ce cinquantième anniversaire de la fin des hostilités, l'évocation de la guerre civile a pour nous une signification bien précise: le gage et la promesse de son impossible retour.

Treviso, 1989

NOTES

1. Cf. R. SUGRANYES DE FRANCH, «Jacques Maritain et la guerre civile d'Espagne», dans *Notes et Documents*, n° 17 (1979), p. 2.
2. J. MARITAIN, «Préface» au livre d'Alfred Mendizábal, *Aux origines d'une tragédie* (1937), réimprimé dans *Oeuvres complètes*, vol. VI, Fribourg, 1984, p. 1251.
3. Voir ces textes dans *Oeuvres complètes*, vol. VI, pp. 1123 à 1191.
4. Voir les noms des signataires, *loc.cit.*, pp. 1179 et 1181.
5. *I cattolici italiani e la guerra di Spagna*, studi e ricerche a cura di G. CAMPANINI, Brescia, 1987 (Biblioteca di storia contemporanea, diretta da G. DE ROSA).
6. Je peux témoigner ici de l'obéissance exemplaire d'un grand théologien, l'abbé Charles Journet —futur cardinal!— ami intime de Jacques Maritain, à qui son évêque avait interdit formellement de se prononcer en public dans le sens des postulats maritainiens.
7. Les témoignages de P. LAIN ENTRALGO, *Descargo de conciencia*, Barcelona, 1976, de F. CAMBO, *Meditacions. Dietari 1936-1940*, Barcelona, 1982, et d'A. CALVET, *Gaziel, Meditacions en el desert 1946-1953*, Paris, 1974, sont de toute première importance. Le premier est un intellectuel éminent ancien directeur de l'Académie royale espagnole, le deuxième un homme politique et financier de première grandeur et le troisième l'ancien directeur du journal *La Vanguardia*, de Barcelone.
8. Pour l'histoire des Comités français, anglais et espagnol pour la paix civile, voir mon article cité, dans *Notes et Documents*, 1979, pp. 6-8.
9. Le texte complet de la lettre pastorale est publié dans le recueil *Església i Estat durant la segona Repùblica espanyola*, ARXIU VIDAL I BARRAQUER, tome II, Montserrat, 1975, pp. 672-705.
10. J. MARITAIN, «Préface» à MENDIZÁBAL, *cité*, p. 1228 ss.
11. Cf. J. MARITAIN, «Accueil aux réfugiés basques», dans *Oeuvres complètes*, vol. VI, p. 1181 ss. Un livre récent, fondamental pour connaître la position des Basques pendant la guerre civile, est celui de P. VIGNAUX, *Manuel de Irujo, ministre de la République dans la guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, 1986.
12. J. Maritain consacre l'essentiel de sa «Préface» au livre de Mendizábal à analyser —et détruire— ces concepts de «croisade» et de «guerre sainte», *loc. cit.*, pp. 1237-1251.

13. I. G. MENÉNDEZ REIGADA, O. P., «La guerra nacional española ante la moral y el derecho», dans *La ciencia tomista*, Salamanca, 1937, fasc. 1 et 2: «La guerra nacional española es santa y la más santa que registra la historia»...
14. Voir le texte de la lettre collective et l'histoire des démarches qui l'ont entourée dans R. MUNTANYOLA, *Vidal i Barraquer, cardenal de la pau*, Barcelona, 1969, pp. 589-636 et 831-854. Cf. également A. MANENT i JOSEP RAVENTOS, *L'Església clandestina durant la guerra civil*, Barcelona, 1984.
15. Le cardinal C. JOURNET le jeudi saint 1968, à l'occasion du centenaire de la naissance du card. Vidal i Barraquer a mis par écrit son admiration profonde pour sa figure: cf. lettre-préface au livre ci-dessus, p. 13 ss.
16. Déclaration sur la liberté religieuse *Dignitatis humanae*, n° 1.
17. Voir à ce sujet H. RAGUER, «El Vaticano y la guerra civil española», dans *Christianesimo nella storia*, 3, 1982, ainsi que le long chapitre du livre de P. VIGNAUX cité à la note 11, «Pour la liberté religieuse», pp. 418-540.
18. J. MARITAIN, «Préface» à Mendizábal, *cité*, p. 1229.
19. *Ibid.*, p. 1229.
20. Les lettres que j'ai échangées avec lui ont été publiées dans L. STURZO, *Scritti inediti*, vol. 2, Roma, 1975, pp. 446-453.
21. *Gaudium et spes*, n° 40.

